



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.950/2/V
du 21 août 2013

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux plans stratégiques de
sécurité et de prévention et aux
dispositifs Gardiens de la Paix'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.950/2/V
van 21 augustus 2013

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
strategische veiligheids- en
preventieplannen en van de
dispositieven
Gemeenschapswachten'

Le 25 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention et aux dispositifs Gardiens de la Paix'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 21 août 2013. La chambre était composée de Robert ANDERSEN, premier président du Conseil d'État, Pierre VANDERNOOT et Michel PÂQUES, conseillers d'État, Yves DE CORDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 août 2013.

*

Op 25 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen en van de dispositieven Gemeenschapswachten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 21 augustus 2013. De kamer was samengesteld uit Robert ANDERSEN, eerste voorzitter van de Raad van State, Pierre VANDERNOOT en Michel PÂQUES, staatsraden, Yves DE CORDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 augustus 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il résulte de l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe, tout projet d'arrêté royal doit donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

Selon l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont fixés par un arrêté royal adopté à cette fin. En l'état, ces cas sont fixés par l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de la disposition précitée de la loi du 5 mai 1997. Le présent projet d'arrêté n'entre dans aucun des cas de dispense prévus par l'arrêté royal du 20 septembre 2012.

Le dossier communiqué au Conseil d'État est en défaut de contenir la moindre pièce établissant qu'aurait été effectué l'examen préalable requis par l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997.

Le délégué de la ministre a confirmé que cette formalité n'a pas été accomplie.

Il y a donc lieu de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Selon son intitulé, le projet d'arrêté est « relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention et aux dispositifs Gardiens de la paix ».

Si ses dispositions font clairement apparaître qu'il tend à régler l'octroi d'allocations financières aux communes pour l'établissement et la mise en œuvre de plans stratégiques de sécurité et de prévention, le projet d'arrêté ne contient par contre pratiquement aucune disposition se rapportant spécifiquement aux « dispositifs Gardiens de la paix » qu'évoque l'intitulé.

Tout au plus est-il question, dans l'annexe du projet d'arrêté, d'une allocation « Gardiens de la paix contingent complémentaire Activa 346 » et d'une allocation « Gardiens de la paix dispositif 90 Activa ». L'annexe détermine le montant de ces allocations pour diverses communes. Toutefois, aucune autre disposition du projet d'arrêté ne fixe de façon spécifique les règles d'octroi desdites allocations.

Le projet d'arrêté sera complété en conséquence.

2. Pour identifier les règles qui, dans le projet d'arrêté, sont relatives à la détermination du montant de l'allocation financière octroyée aux communes visées à l'article 2, il semble qu'il convient de combiner les dispositions figurant, d'une part, à l'article 6, lequel renvoie à l'annexe, et, d'autre part, à l'article 19, § 2.

Si telle est effectivement l'intention, il s'indique, dans un souci de clarté, de fondre en une seule les dispositions de l'article 6 et de l'article 19, § 2.

Si l'intention était différente, le projet d'arrêté devrait exprimer celle-ci plus clairement.

3. En prévoyant que l'utilisation de l'allocation est soumise « au respect des règles de la comptabilité de l'État », l'article 8, alinéa 1^{er}, n'a d'autre objet que de rappeler l'obligation d'observer des règles – en particulier celles figurant aux articles 121 à 124 de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' – qui sont applicables de toute façon.

De même, en disposant que « les communes justifient leurs dépenses, et ce pour chacune des années d'octroi de l'allocation financière », l'article 14 ne fait rien d'autre que rappeler une règle résultant déjà de l'article 121, alinéa 3, de la loi du 22 mai 2003.

De tels rappels sont inutiles. Le rappel de l'obligation de respecter des règles résultant de dispositions législatives présente aussi l'inconvénient d'être de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

4. L'article 10 permet de refuser une dépense « en cas de non-respect des dispositions prévues par l'arrêté royal d'exécution déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière ».

Pour l'heure, un arrêté royal du 9 avril 2007 détermine les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière des villes et communes bénéficiaires d'un plan stratégique de sécurité et de prévention.

Il importe toutefois d'observer, d'une part, que plusieurs dispositions de l'arrêté royal du 9 avril 2007 ¹ renvoient à un texte – l'arrêté royal du 7 décembre 2006 'relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention' – qu'abroge l'arrêté en projet et, d'autre part, que l'arrêté royal du 9 avril 2007 semble avoir été essentiellement conçu dans la perspective d'une application limitée aux années 2007 à 2010 ².

¹ Voir ainsi ses articles 9 et 10.

² Voir ainsi les articles 8, 14, § 1^{er}, et 26, ainsi que les annexes 1 et 5 de cet arrêté.

Il ne peut donc être purement et simplement fait référence à cet arrêté, du moins sans modifier celui-ci.

Selon le délégué de la ministre, il entrerait dans les intentions de l'auteur du projet de remplacer l'arrêté royal du 9 avril 2007 précité.

Ceci étant, plutôt que de renvoyer, en ce qui concerne les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière des villes et communes bénéficiaires d'un plan stratégique de sécurité et de prévention, à un arrêté royal distinct de l'arrêté en projet, mieux vaudrait que celui-ci fixe lui-même lesdites modalités.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

5. Les délégations que le projet d'arrêté accorde au Ministre de l'Intérieur en vue d'arrêter « les modalités éventuelles de récupération partielle ou totale de l'allocation perçue en cas d'absence ou d'insuffisance des résultats observés » (article 13) et de fixer « le contenu précis et les modalités de présentation » de l'évaluation prévue par le chapitre IV (article 17) sont trop larges.

Conformément à l'article 69, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 mars 1994, il incombe au Roi de fixer les règles générales applicables dans ces matières. Des règles supplémentaires pourront, le cas échéant, être fixées dans les conventions à conclure entre le Ministre de l'Intérieur et les communes, conformément à l'article 69, alinéa 2, de la même loi.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

Selon les explications fournies par le délégué de la ministre la notion d'« indice de prospérité » se fonde annuellement sur une étude « Statistique fiscale des revenus » établie par le « SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie ».

Il convient dans le texte en projet de préciser qu'il s'agit effectivement de se référer à ce document.

Article 3

1. Le 1^o fait état de la « note-cadre de sécurité intégrale ».

Dans la mesure où aucun texte de portée normative ne prévoit ce document, il convient d'indiquer de quelle manière les destinataires de l'arrêté en projet peuvent en prendre connaissance.

2. Au 2°, il y a lieu de préciser que la loi relative aux sanctions administratives communales porte la date du 24 juin 2013.

3. Au 3°, il convient de préciser, dans le rapport au Roi, ce qu'il y a lieu d'entendre par « outils techno-préventifs ».

Article 4

En étant formulé en ce sens que les communes « transcrivent » leurs priorités « au sein des conventions », que « ces conventions sont transmises au Ministre de l'Intérieur ³ pour analyse et approbation », et que « le Ministre de l'Intérieur fixe les modalités pratiques d'introduction des conventions », la disposition à l'examen ne rend pas ou pas suffisamment compte du fait que le contenu des conventions est appelé à être négocié entre le Ministre de l'Intérieur et les communes, et qu'avant que les deux parties ne marquent leur accord pour conclure une convention, l'on peut seulement faire état d'un projet de convention, et non pas de la convention elle-même.

Le texte sera revu en conséquence.

Article 5

Selon le paragraphe 1^{er}, « la commune peut étendre son travail au-delà du territoire communal ».

Un texte de nature législative est nécessaire pour permettre la limitation du principe de l'autonomie communale ⁴ qu'emporte cette disposition.

Un tel texte fait défaut en l'espèce.

Le paragraphe 1^{er} sera donc omis.

Article 11

La première phrase est formulée en des termes pouvant donner à penser qu'à la signature de la convention, l'État est tenu de verser à la commune signataire une avance de 80 % sur le montant total de l'allocation à laquelle cette commune a droit pour la période de quatre ans que couvre la convention.

Or, il résulte des explications fournies par le délégué de la ministre que telle n'est pas l'intention, celle-ci étant « de procéder, chaque année, au versement d'une avance correspondant à 80 % du montant annuel prévu pour les communes bénéficiaires ».

³ Et non pas « à la Ministre de l'Intérieur », comme l'indique le texte en projet.

⁴ Ce principe résulte des articles 41 et 162 de la Constitution.

Le texte sera revu en conséquence.

Article 19

La portée exacte du paragraphe 1^{er} n'apparaît pas clairement.

Si, comme le texte peut éventuellement le donner à penser, cette disposition permet au Ministre de l'Intérieur de conclure une convention soumise à l'arrêté en projet avec une commune qui ne remplit les conditions, ni du 1^o, ni du 2^o, de l'article 2, la question se pose de savoir si, ce faisant, le projet d'arrêté ne s'expose pas à critique au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination.

En tout état de cause et sous réserve de ce qui vient d'être dit, la section de législation se demande aussi quelles règles régissent la fixation du montant de l'allocation à laquelle pourraient prétendre les communes auxquelles s'applique le paragraphe 1^{er}.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

Article 20

L'arrêté royal du 12 juin 2013 auquel renvoie la disposition à l'examen est, selon les termes de son intitulé, « relatif à la prolongation 2013 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007–2010 et des dispositifs Gardiens de la paix ». Comme l'indique son article 2, cet arrêté a prolongé « les plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007–2010 [...] pour une période de 6 mois à partir du 1^{er} juillet 2013 ».

Compte tenu de la limitation de la portée dans le temps de l'arrêté royal du 12 juin 2013, la section de législation n'aperçoit pas comment celui-ci pourrait, comme le prévoit la disposition à l'examen, « rester » en vigueur, non seulement pour l'année 2013, mais aussi pour les années antérieures.

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ volgt dat in principe elk ontwerp van koninklijk besluit aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren.

Luidens artikel 19/1, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, zijn de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, die welke zijn bepaald bij een hiertoe vastgesteld koninklijk besluit. Bij de huidige stand van zaken zijn deze gevallen vastgesteld bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende uitvoering van de voornoemde bepaling van de wet van 5 mei 1997. Het voorliggende ontwerpbesluit valt onder geen enkel geval van vrijstelling waarin het koninklijk besluit van 20 september 2012 voorziet.

Er is verzuimd in het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden enig stuk op te nemen dat aantoont dat het voorafgaand onderzoek, vereist door artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997, is gevoerd.

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat dit vormvereiste niet is vervuld.

Er moet dus worden op toegezien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Luidens het opschrift betreft het ontwerpbesluit “de strategische veiligheids- en preventieplannen en van de (lees: en de) de dispositieven Gemeenschapswachten”.

Terwijl uit de bepalingen van het ontwerpbesluit duidelijk blijkt dat het besluit ertoe strekt de toekenning te regelen van financiële toelagen aan de gemeenten om strategische veiligheids- en preventieplannen op te stellen en uit te voeren, bevat het besluit bijna geen enkele bepaling die specifiek betrekking heeft op de “dispositieven Gemeenschapswachten” vermeld in het opschrift.

Er is, in de bijlage bij het ontwerpbesluit, hooguit sprake van een toelage “Gemeenschapswachten dispositief Activa 346” en van een toelage “Gemeenschapswachten

dispositief 90 Activa”. In de bijlage wordt het bedrag van deze toelagen voor verschillende gemeenten vastgesteld. Geen enkele bepaling van het ontwerpbesluit stelt echter specifiek de regels vast volgens welke deze toelagen worden toegekend.

Het ontwerpbesluit moet bijgevolg worden aangevuld.

2. Om in het ontwerpbesluit de regels terug te vinden die betrekking hebben op de vaststelling van het bedrag van de financiële toelage toegekend aan de gemeenten bedoeld in artikel 2, moeten, naar het zich laat aanzien, enerzijds de bepalingen in artikel 6, dat naar de bijlage verwijst, en anderzijds de bepalingen in artikel 19, § 2, in onderling verband worden gelezen.

Indien zulks inderdaad de bedoeling is, moeten de bepalingen van artikel 6 en van artikel 19, § 2, duidelijkheidshalve in een enkele bepaling worden samengebracht.

Indien dat niet zo is, moet in het ontwerpbesluit duidelijker worden verwoord wat de bedoeling is.

3. Door te bepalen dat bij de aanwending van de toelage “de regels inzake Rijkscomptabiliteit [moeten worden nageleefd]”, doet artikel 8, eerste lid, niets anders dan memoreren dat regels die hoe dan ook gelden, in acht genomen moeten worden – inzonderheid de regels die worden gegeven in de artikelen 121 tot 124 van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’.

Door te bepalen dat “de gemeenten (...) hun uitgaven [rechtvaardigen] en dit voor elk jaar dat zij de financiële hulp kregen toegekend”, doet artikel 14 evenmin iets anders dan een regel memoreren die reeds voortvloeit uit artikel 121, derde lid, van de wet van 22 mei 2003.

Dergelijke herhalingen zijn nutteloos. Het herinneren aan de verplichting om regels te respecteren die voortvloeien uit wetgevende bepalingen heeft ook het nadeel dat verwarring kan ontstaan over de precieze juridische aard van de betrokken regel.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

4. Artikel 10 voorziet in de mogelijkheid een uitgave te weigeren “in geval van niet-naleving van de bepalingen voorzien in het koninklijk besluit van uitvoering tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële hulp”.

Voor het ogenblik bepaalt een koninklijk besluit van 9 april 2007 de nadere regels voor de toekenning, de aanwending en de controle van de financiële hulp van de steden en gemeenten waarvoor een strategisch veiligheids- en preventieplan geldt.

Er moet echter worden opgemerkt, enerzijds, dat verschillende bepalingen van het koninklijk besluit van 9 april 2007¹ verwijzen naar een regeling – het koninklijk besluit van 7 december 2006 ‘betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen’ – die door het

¹ Zie de artikelen 9 en 10 van dat besluit.

ontworpen besluit wordt opgeheven, en, anderzijds, dat het koninklijk besluit van 9 april 2007 voornamelijk bedoeld was om slechts te worden toegepast van 2007 tot 2010.²

Er kan dus niet zonder meer naar dat besluit worden verwezen, althans niet zonder het te wijzigen.

Volgens de gemachtigde van de minister zou de steller van het ontwerp van plan zijn het voornoemde koninklijk besluit van 9 april 2007 te vervangen.

In die omstandigheden is het beter dat het ontwerpbesluit zelf de nadere regels vaststelt voor de toekenning, de aanwending en de controle van de financiële hulp van de steden en gemeenten waarvoor een strategisch veiligheids- en preventieplan geldt, veeleer dan voor deze regels naar een apart koninklijk besluit te verwijzen.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

5. De machtigingen die het ontwerpbesluit aan de minister van Binnenlandse Zaken verleent om “de eventuele modaliteiten voor de gehele of gedeeltelijke terugvordering van de ontvangen toelage vast [te stellen] in geval de waargenomen resultaten uitblijven of niet toereikend zijn” (artikel 13) en om “de precieze inhoud en de voorstellingsmodaliteiten” te bepalen van de evaluatie bepaald in hoofdstuk IV (artikel 17), zijn te ruim.

Overeenkomstig artikel 69, eerste lid, van de wet van 30 maart 1994, behoort de Koning de algemene regels vast te stellen die in deze aangelegenheden gelden. Indien nodig kunnen bijkomende regels worden vastgesteld in overeenkomsten, te sluiten tussen de minister van Binnenlandse Zaken en de gemeenten, overeenkomstig artikel 69, tweede lid, van dezelfde wet.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

Luidens de toelichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, wordt de “welvaartsindex” jaarlijks bepaald op basis van een studie “Fiscale statistiek van de inkomens”, opgemaakt door de “FOD Economie, K.M.O, Middenstand en Energie”.

In de ontworpen tekst moet worden aangegeven dat daadwerkelijk van dat document moet worden uitgegaan.

² Zie bijvoorbeeld de artikelen 8, 14, § 1, en 26, alsook de bijlagen 1 en 5 van dat besluit.

Artikel 3

1. De bepaling onder 1° maakt gewag van de “kadernota integrale veiligheid”.

In zoverre geen enkele normatieve tekst in dat document voorziet, moet worden aangegeven hoe de adressaten van het ontwerpbesluit er kennis van kunnen nemen.

2. In de bepaling onder 2° moet worden gepreciseerd dat de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties 24 juni 2013 is gedagtekend.

3. Wat de bepaling onder 3° betreft, moet in het verslag aan de Koning worden aangegeven wat moet worden verstaan onder “techno-preventieve tools”.

Artikel 4

Luidens de voorliggende bepaling “nemen” de gemeenten hun prioriteiten “over in hun overeenkomsten”, worden “deze overeenkomsten (...) voor analyse en goedkeuring aan de Minister van Binnenlandse Zaken voorgelegd”³ en bepaalt “de Minister van Binnenlandse Zaken (...) de praktische modaliteiten voor indiening van de overeenkomsten”. Aldus geformuleerd, geeft deze bepaling niet of onvoldoende weer dat over de inhoud van de overeenkomsten moet worden onderhandeld tussen de minister van Binnenlandse Zaken en de gemeenten, en dat zolang de twee partijen er niet mee hebben ingestemd een overeenkomst te sluiten, enkel gewag kan worden gemaakt van een ontwerp van overeenkomst en niet van de overeenkomst zelf.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 5

Luidens paragraaf 1 “kan de gemeente haar werk uitbreiden tot buiten het gemeentelijke grondgebied”.

Om een beperking van het beginsel van de gemeentelijke autonomie⁴, die deze bepaling meebrengt, mogelijk te maken, is een wettekst nodig.

Het ontbreekt in dezen aan een dergelijke tekst.

Paragraaf 1 moet dus worden weggelaten.

³ In de Franse versie schrijve men “au Ministre de l’Intérieur” in plaats van “à la Ministre de l’Intérieur”.

⁴ Dit beginsel vloeit voort uit de artikelen 41 en 162 van de Grondwet.

Artikel 11

De eerste zin is geformuleerd in bewoordingen die de indruk kunnen wekken dat de Staat bij het ondertekenen van de overeenkomst aan de ondertekenende gemeente een voorschot van 80 % moet storten op het totale bedrag van de toelage waarop deze gemeente recht heeft voor de periode van vier jaar waarop de overeenkomst betrekking heeft.

Uit de toelichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, blijkt echter dat zulks niet de bedoeling is, maar wel om “de procéder, chaque année, au versement d’une avance correspondant à 80 % du montant annuel prévu pour les communes bénéficiaires”.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 19

De precieze strekking van paragraaf 1 komt niet duidelijk naar voren.

Indien, zoals mogelijk uit de tekst kan worden opgemaakt, deze bepaling de minister van Binnenlandse Zaken in de mogelijkheid stelt een overeenkomst die onder het ontwerpbesluit valt, te sluiten met een gemeente die niet voldoet aan de voorwaarden van de bepalingen onder 1° en 2° van artikel 2, rijst de vraag of het ontwerpbesluit aldus niet op kritiek stuit ten aanzien van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Hoe dan ook en onder voorbehoud van wat zo-even gesteld is, vraagt de afdeling Wetgeving zich ook af op basis van welke regels het bedrag van de toelage wordt vastgesteld waarop de gemeenten waarvoor paragraaf 1 geldt, aanspraak zouden kunnen maken.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 20

Het koninklijk besluit van 12 juni 2013 waarnaar de voorliggende bepaling verwijst, heeft, luidens de formulering van het opschrift ervan, betrekking op “de verlenging 2013 van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 en van de dispositieven Gemeenschapswachten”. Zoals artikel 2 van dat besluit aangeeft, worden “[d]e strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 (...) vanaf 1 juli 2013 voor een periode van 6 maanden verlengd”.

Gelet op het feit dat de strekking van het koninklijk besluit van 12 juni 2013 in de tijd is beperkt, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk hoe dit besluit van kracht kan “blijven”, zoals de voorliggende bepaling stelt, niet alleen voor het jaar 2013 maar ook voor de vorige jaren.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT –
DE EERSTE VOORZITTER

Colette GIGOT

Robert ANDERSEN